



Direction Régionale et Interdépartementale de
l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports
d'Île-de-France

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemer cier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 24 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2025

Contexte et constats

Publié sur 

Société HUTCHINSON

4 Rue de Londres, 95340 Persan

Références : UD95-2025-0649

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2025 dans l'établissement HUTCHINSON - Persan implanté 4, rue de Londres 95340 Persan. L'inspection a été annoncée le 04/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société HUTCHINSON, 4, rue de Londres 95340 Persan
- Code AIOT : 0006505930
- Régime : Autorisation, Statut : Non Seveso, Non IED

La société HUTCHINSON est spécialisée dans la transformation du caoutchouc pour des applications militaires et industrielles. Le site de Persan comprend deux départements du groupe HUTCHINSON :

- Le département Défense et Industrie (DI), qui fabrique des produits de mobilité et de transmission en caoutchouc pour les véhicules de l'armée de terre et de la sécurité civile (systèmes de roulage à plat, chambres à air increvables, éléments de chenilles, ...) et des galets et patins de chars ;
- Le département Transfert de Fluides Industriels (TFI), qui fabrique des tuyaux en caoutchouc pour le transfert de l'eau, du gaz, de produits alimentaires, de carburant, etc.

Contexte et/ou theme de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article R181-46 II.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Proposition de sursis à statuer	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 4.2.2	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Levée de mise en demeure
3	Plan de gestion des solvants	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.4	/	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 02/05/2011, article 3.2.1	/	Sans objet
5	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 02/05/2011, article 4.3.9.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous constatons l'existence de deux non conformités à l'issue de cette visite. Comme mentionné dans un précédent rapport, la nécessité de mettre à jour des dispositions relatives aux rejets aqueux apparaît. Un rapport en ce sens est rédigé en parallèle au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2011, article 4.2.2 Arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2011, article 4.3.1 Article 1 de Mise en demeure du 26 avril 2024</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan des réseaux</p>
<p>Prescriptions contrôlées : <u>Arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2011, article 4.2.2</u> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositifs permettant un isolement avec la distribution alimentaire...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</p> <p><u>Arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2011, article 4.3.1</u> L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : - EU : eaux vannes et eaux usées de lavabos toilettes..., - Epnp : eaux Pluviales non susceptibles d'être polluées, issues des toitures, - Epp : eaux pluviales susceptibles d'être polluées issues des voiries, parking et aires de rétention ; - Eref : eaux de refroidissement</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 avril 2024, article 1</u></p>

La société HUTCHINSON (...) est mise en demeure de respecter dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions des articles 4.2.2 et 4.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2011.
Constats : Par courriel du 2 juin 2025, la société HUTCHINSON a transmis à l'Inspection un plan des réseaux comportant l'ensemble des informations requises par les articles 4.2.2 et 4.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2011.
Ce point de la mise en demeure n'a plus lieu d'être.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article R181-46 II. Article 1 de Mise en demeure du 26 avril 2024
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescriptions contrôlées : <u>Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article R181-46 II.</u> Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. <u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 avril 2024, article 1</u> La société HUTCHINSON (...) est mise en demeure de respecter dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.
Rappel des faits : Par visite du 31 mars 2015, l'inspection avait constaté l'installation d'une nouvelle ligne de fabrication dans le bâtiment tuyau et le déplacement de l'atelier 58 du bâtiment « tuyaux » vers un magasin de stockage non conçu à cet effet. Suite à une mise en demeure, la société HUTCHINSON a déposé, le 27 décembre 2017, un Porter A Connaissance (PAC) des modifications des conditions d'exploiter complété le 19 novembre 2021. Par courriel du 19 décembre 2022 et courrier du 24 février 2024, l'Inspection a sollicité des compléments à ce PAC.
Constats : Par courriel du 29 mai 2025, la société HUTCHINSON a transmis des éléments utiles concernant les rejets aqueux. Des éléments concernant certains items habituellement retrouvés dans un dossier ICPE sont manquants et font l'objet d'une demande de compléments rédigée parallèlement au présent rapport. Les éléments transmis sont toutefois suffisants en vue d'encadrer l'enjeu principal du site que sont les rejets aqueux.
Non-conformité : Les derniers éléments transmis par la société HUTCHINSON ne sont pas encore suffisants en vue d'apprécier et d'encadrer le fonctionnement des installations modifiées. Une demande de compléments est rédigée parallèlement au présent rapport. Nous proposons au préfet de surseoir pendant 2 mois à toute décision de suite à donner à la mise en demeure afin de permettre à la société HUTCHINSON de compléter son PAC pendant ce délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Proposition de sursis à statuer
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions diffuses
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, une fois par an, un plan de gestion des solvants mentionnant,

entre autres, les entrées et sorties de solvants de l'installation. Il précise le flux annuel des émissions diffuses qui ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisés [...]
<p>Constats : Lors de la visite du 11 juin 2025, l'exploitant nous a présenté son PGS au titre de l'année 2024. Celui-ci indique une consommation annuelle de 17 tonnes et plus de 68 % d'émissions diffuses, soit, nettement au-delà de la valeur de 25 % prescrite.</p> <p>Depuis plusieurs années, diverses mesures ont été prises par l'exploitant afin de réduire la part des émissions diffuses, en particulier la substitution du solvant collant au niveau des tours Beadlock, un meilleur capotage des tresseuses avec un système d'aspiration sur chaque capotage ou encore la mise en place d'un filtre à charbon en sortie des tours Beadlock.</p> <p>Par courriel du 16 septembre 2025, la société HUTCHINSON a indiqué que depuis 2025 le toluène et l'essence ne sont plus utilisés. Ces derniers représentaient 6,5 des 9,7 tonnes de solvants consommés sur le site en 2024. L'arrêt de leur utilisation permet à l'exploitant d'anticiper, par évaluation, une part de rejet diffus à 12 % pour l'année 2025.</p> <p>La part d'émissions diffuses dépasse nettement la valeur maximum de 25 % imposée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2011. Compte-tenu de la part d'émission diffuse annoncée au titre de l'année 2025, il n'est pas retenu de non-conformité. Il est attendu que l'exploitant transmette le PGS à l'inspection dès que celui-ci sera disponible.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2011, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet
Prescription contrôlée : [...] Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. [...]
<p>Constats : Nous avons pu constater que les points de rejets à l'atmosphère sont dans la mesure du possible collectés. En particulier des capotages et des systèmes d'aspiration ont été installés ces dernières années à cette fin (capotage des tresseuses notamment).</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2011, article 4.3.9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du milieu naturel récepteur
Prescription contrôlée : Une fois par an, en période d'étiage, l'exploitant réalise des prélèvements dans l'Esches en limite du site, un à l'amont et un à l'aval. Sur ce prélèvement il fait réaliser des mesures de pollution sur les paramètres DCO, MES, hydrocarbures totaux et azote global. Il compare ces résultats avec les objectifs de qualité de l'Esches. [...]
<p>Constats : Nous avons pu constater que la société HUTCHINSON procède annuellement aux mesures dans l'Esches selon les conditions ci-dessus énoncées. La dernière analyse a été réalisée le 20 juin 2024 et ne fait pas apparaître d'influence des rejets de la société HUTCHINSON sur le milieu récepteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite